

ARBORICULTURE

# Les producteurs en manque constant de relève et de collaborateurs qualifiés

Ludovic Pillonel

**Les exploitants actifs dans la production fruitière peinent parfois à trouver des successeurs issus de la jeune génération ou des chefs de culture pour les épauler. Quelques représentants de la branche témoignent.**

«Les arboriculteurs ont de grosses inquiétudes par rapport à la reprise de leur exploitation. Nous sommes une génération de producteurs vieillissants et peu de gens se pressent au portillon pour nous succéder.» Le constat de Luc Magnollay, ancien président de l'Union fruitière lémanique (UFL), est éloquent: la relève peine à éclore dans les vergers.

Malgré ce verdict inquiétant, les écoles n'enregistrent pas un recul de fréquentation. Après un pic de 29 apprentis en 2014, l'établissement de Châteauneuf (VS) forme ainsi 19 personnes cette année, soit 4 de plus qu'en 2018 alors qu'ils étaient 12 en 2011.

Jimmy Mariéthoz fait même part d'une augmentation du nombre d'intéressés à la formation de chef d'exploitation arboricole. Autre constat: de plus en plus d'apprenants sont issus d'autres horizons professionnels mais les départs vers d'autres secteurs constituent également un phénomène récurrent. «Dans ma classe à l'école d'agriculture de Châteauneuf pour les cultures spéciales, nous étions 36 jeunes et aujourd'hui seulement deux sont encore actifs dans l'arbo-

riculture», illustre le directeur de la Fruit-Union Suisse.

En fin de compte, les nouveaux venus ne suffisent pas à combler les besoins des structures professionnelles, dont les pratiques ne correspondent en outre pas forcément à la vision des personnes en formation.

**Approche «idéaliste»**

«Malheureusement, seuls 2 ou 3 de nos apprenants rentrent chaque année réellement dans le marché des entreprises existantes», déclare Marc Miéville, doyen de l'école de Lullier (GE). Selon lui, l'engouement croissant pour l'arboriculture et le maraîchage semble lié à une approche «quelque peu idéaliste de ces métiers, sans fumure ni traitements phytosanitaires, mais avec de la permaculture ainsi que de la vente directe au consommateur. Il est toutefois très difficile de prédire si cette tendance au retour à la nature va s'inscrire dans la durée», remarque-t-il.

Arboriculteur et viticulteur à Féchy (VD), Jean-Michel Trottet constate aussi une hausse de l'intérêt pour le mode de production biologique, particulièrement difficile à mettre en place dans sa branche (lire ci-dessous). «L'un de mes anciens cadres a quitté l'exploitation pour rejoindre un domaine bio. Il travaille maintenant dans la vallée de la Durance, en France», indique-t-il.

Le producteur de la Côte, dont l'entreprise prend en charge le stockage et la commercialisation de 45 hectares de cultures fruitières, est très occupé par les tâches de gestion et d'administration. Il attend donc de son chef de



A l'instar de ses collègues, Luc Magnollay est préoccupé par la question de la reprise de son domaine.

L. PILLONEL

culture une capacité à s'organiser de manière indépendante et à diriger une équipe oscillant entre quatre et huit collaborateurs selon la période de l'année. «Le management du personnel n'est pas donné à tout le monde. Et de telles responsabilités peuvent être lourdes à porter pour des jeunes qui viennent de terminer leur formation», commente celui qui a dû composer avec plusieurs démissions en un laps de temps relativement court.

**Expérience requise**

Il estime que, pour conduire son exploitation, l'idéal consis-

terait à avoir accumulé au minimum cinq ans d'expérience après l'obtention du CFC. «L'un de mes anciens employés portugais a acquis les connaissances nécessaires sur le tas et est devenu chef de culture mais il s'agit d'une exception. Les compétences demandées sont quand même pointues», relève-t-il. Si la reprise du domaine familial lui est apparue comme une évidence, il n'est pas garanti que ses enfants fassent le même choix. «Je ne suis pas inquiet, je trouverai quelqu'un à qui remettre mon entreprise mais il est vrai que cela n'est pas facile. Un col-

lègue des environs de Bienne a mis cinq ans avant d'y arriver alors que je pensais qu'il aurait plus de possibilités en travaillant dans une région bilingue», observe Jean-Michel Trottet.

A Founex (VD), John Kilchherr a eu plus de chance. Une annonce qu'il a publiée auprès de l'UFL lui a permis d'engager sans trop attendre une collaboratrice formée à Lullier puis à la Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture (HEPIA). «Elle s'est très vite adaptée et son aide est précieuse mais mes recherches d'autres jeunes professionnels pour mettre en place une

équipe n'ont malheureusement pas abouti», indique-t-il.

Selon lui, les difficultés à recruter du personnel qualifié sont en partie dues à la méconnaissance de la profession. «Dans les écoles d'agriculture, on met plutôt en avant les grandes cultures, l'élevage et la viticulture. Et la majorité des personnes qui se lancent dans un apprentissage d'arboriculteur veulent reprendre l'exploitation familiale. C'est peut-être moins le cas dans le domaine du vin, où les débouchés sont plus nombreux», souligne celui qui possède aussi la casquette de vigneron.

## Lente mutation vers davantage de durabilité

«Comparativement à d'autres métiers de la terre, la profession d'arboriculteur a connu peu d'évolution ces cinquante dernières années», relève Luc Magnollay. La conduite des cultures reste faiblement mécanisée, d'où la nécessité de pouvoir s'appuyer sur une main-d'œuvre conséquente, et la longue exposition des fruits rend particulièrement difficile l'abolition des moyens de protection chimiques. «Les produits finis que nous proposons restent trois à quatre mois à l'air du temps, à la merci des maladies et des ravageurs. On nous accuse d'être de gros pollueurs mais les consommateurs demandent des fruits parfaits», résume le producteur d'Etoy (VD).

**Réduire les phytos**

À l'image de ce dernier et de la plupart de ses collègues, Jean-Michel Trottet tente de diminuer au maximum les interventions sur ses parcelles. «Nous n'utilisons quasi plus d'insecticides et nous allons essayer de ne plus appliquer de désherbant sous nos arbres», relève-t-il.

Aux yeux de Luc Magnollay, la faible proportion d'exploita-



Les cultures fruitières sont la cible de maladies et de ravageurs contre lesquels il n'existe pas encore forcément de moyen de lutte naturelle efficace.

L. PILLONEL

tions bios s'explique en bonne partie par la très forte augmentation des coûts de production que suppose ce changement d'approche. Quant aux contributions pour la réduction des produits phytosanitaires, elles ne sont pas suffisamment incitatives selon lui, même si le signal donné est bon.

Pour rappel, l'Ordonnance sur les paiements directs versés dans l'agriculture prévoit, depuis l'année dernière et jusqu'à fin 2021, l'octroi de 600 francs par hectare pour le non-recours total aux herbi-

cides dans l'arboriculture fruitière. Le montant est ramené à 200 fr. en cas de non-utilisation partielle alors que l'abandon des fongicides permet également de toucher 200 francs par hectare.

**Pressions multiples**

Les exigences de la société et du monde politique en matière de protection des plantes constituent, selon Jimmy Mariéthoz, l'une des raisons pour lesquelles les arboriculteurs professionnels peinent à trouver du personnel qualifié sus-

ceptible, à terme, de les remplacer. La pression économique sur les entreprises, l'évolution des prix ainsi que les menaces d'une libéralisation totale du marché représentent d'autres facteurs défavorables, estime-t-il.

**Atouts à faire valoir**

Les arguments en faveur de l'univers des vergers ne manquent pourtant pas. «La production fruitière a momentanément un haut potentiel économique, mais cette situation dépend des décisions politiques et de la sagesse des arboriculteurs. Nous devons faire attention à ne pas entrer en surproduction structurelle, car nous avons atteint la limite supérieure», explique Luc Magnollay.

Convaincue de défendre les intérêts d'un métier d'avenir, en accord avec la nature, pourvoyeur de produits sains, tendance, et garant d'une grande liberté entrepreneuriale, la Fruit-Union Suisse renforce ses efforts pour entrer en contact avec la jeune génération. L'organisation mettra ainsi en place ses propres activités dans le cadre des SwissSkills 2020.

## Un défi pour les cultures spéciales

La pénurie de collaborateurs au bénéfice d'une formation spécifique n'est pas une particularité de l'arboriculture fruitière. Les autres cultures spéciales, également gourmandes en main-d'œuvre, nécessitent elles aussi des cadres pour conduire leurs équipes. «Le manque de personnel qualifié est un phénomène général dans la production de légumes. Environ 25 à 30 personnes font l'apprentissage de maraîcher chaque année. Ils trouvent tous très vite un travail mais il faut avoir un peu d'expérience pour pouvoir devenir chef de culture», déclare Markus Waber, chef du secteur Communication, marketing et formation professionnelle de l'Union maraîchère suisse.

**Efforts de promotion**

Ce dernier se réjouit de constater que les différents moyens mis en œuvre pour promouvoir le métier (participation aux SwissSkills, publicité et portes ouvertes sur les exploitations) semblent avoir des répercussions favorables: 40 personnes ont commencé l'apprentissage de maraîcher en 2019.

Philippe Herminjard, secrétaire de la Fédération vaudoise



Le maraîchage manque aussi de relève.

PIXABAY.COM

des vignerons (FVV) et membre du comité de la faïtière nationale de la profession, n'a pas connaissance de difficultés de recrutement particulières au niveau suisse. Il observe même une renaissance de l'intérêt pour la viticulture outre-Sarine. «À ce propos, je constate qu'une partie de la relève allemande choisit de se perfectionner en Allemagne plutôt que de venir à Changins», précise-t-il.

Sur le sol vaudois en revanche, le représentant de la FVV a appris que certains grands domaines cherchent en vain du personnel qualifié du cru pour étoffer leurs équipes.

LP